



Section du Gard

CDEN du 4 septembre 2008

Monsieur le préfet,

Il y a désormais plusieurs rentrées. Celle que monsieur l'inspecteur d'académie va nous présenter est à l'image d'un célèbre comte de Charles Perrault, mais nous nous approchons de minuit et le carrosse Gardois n'a, en réalité, pas fière allure.

Dans le premier degré, la situation poursuit sa lente dégradation, les seuils d'ouverture s'élèvent, une moyenne de 30 élèves par classe n'est pas suffisante pour qu'une création soit effectuée. Par contre, la chasse au poste est ouverte, la réserve de 11 postes est insuffisante, Monsieur l'inspecteur va revenir sur une disposition qu'il avait lui même instituée : il va fermer dans des écoles où rien n'était envisagé en mars. Dans ces conditions, la scolarisation des enfants de 2 ans ne fait même plus l'objet d'un semblant d'attention.

Dans le second degré, dans les établissements, les heures supplémentaires en nombre sont imposées. Mais, pour tout problème, le Ministre de « l'éducation nationale et des stages » a la solution. Sa propension au recours aux stages hors temps de classe pour régler les faiblesses constatées sur le temps de classe ne cesse de croître. L'UNSA Education constate qu'elle est étrangement proportionnelle à la diminution des moyens budgétaires alloués à l'Ecole. Tout cela était inscrit dans le projet de budget 2008.

Le budget 2009 est en préparation, 30 000 emplois de fonctionnaires seront supprimés, dont 13 500 pour la seule Education nationale. Un simple « trait de plume », pour Xavier Darcos !

L'ampleur de ces chiffres illustre bien, malheureusement, un problème politique de fond : celui de la place donnée à l'Education nationale dans notre pays.

Monsieur le préfet, parce qu'elle ne se résout pas à une politique qui ampute, supprime, tire des traits de plume, l'UNSA Education avec d'autres organisations, appelle toute la communauté éducative à concentrer ses forces, en organisant une riposte d'ampleur le 19 octobre, grande manifestation nationale à Paris, lors de la prochaine session budgétaire.